

Questions orales

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Madame la Présidente, le premier ministre et le gouvernement ont fait des relations raciales leur priorité. Nous voulons que tous nos citoyens puissent participer à parts égales et complètement à l'essor de la société et qu'ils aient accès à tous les services offerts.

Nous avons débloqué des crédits accrus à ce titre, nous avons augmenté le financement de l'aide communautaire et nous élaborons des programmes tendant à résoudre les problèmes soulevés par la députée. Nous allons être extrêmement actifs dans tout le pays, afin d'aider tous les Canadiens à profiter des mêmes débouchés, des mêmes possibilités.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre des Finances saura sans doute que de plus en plus de gens remettent en question la crédibilité de son budget et les hypothèses qui le sous-tendent.

• (1140)

Nous savons que toutes les projections budgétaires ont été faites avant la fin de janvier. Depuis ce temps, les taux d'intérêt ont augmenté d'un point de pourcentage au Canada. Il y a des pressions à la hausse qui s'exercent sur les intérêts au Japon et en Europe de l'Ouest.

Le ministre reconnaîtra-t-il, oui ou non, que beaucoup de chiffres de son budget sont erronés, que ses projections sont fausses, que le déficit va dépasser largement les 30 milliards de dollars au cours du prochain exercice et que les taux d'intérêt ne descendront pas à 11 p. 100? Admettra-t-il que ses projections sont fausses? Dira-t-il au peuple canadien ce qui va vraiment se passer l'an prochain?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Madame la Présidente, il y a un peu de déjà vu dans cette question. Il me semble qu'en 1984, en 1985 et en 1986, pratiquement pour tous les budgets et pour toutes les projections que nous avons faites à quelques très rares exceptions près, les députés ont dit que cela allait nous coûter 50 000, 100 000 ou 200 000 emplois et que le ciel allait nous tomber sur la tête.

Une étude a confirmé nos projections. Ces projections, qui ont été faites par les fonctionnaires du ministère des Finances, ont été plus près de la vérité, à mon avis, que

celles des analystes financiers du secteur privé que nous avons suivis.

Je peux donner au député d'autres informations et d'autres raisons qui m'incitent à croire que nos projections sont précises. Je crois que nos projections sont raisonnables. Elles ne sont pas déphasées par rapport à celles des analystes du secteur privé.

Quand nous siégerons à la Chambre après le prochain budget, je dirai probablement la même chose au même député.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Madame la Présidente, l'an dernier, le ministre des Finances avait prédit des taux d'intérêt de 10 p. 100 pour cette année. Quelle précision dans ses projections!

Je pense que les chiffres qu'il nous présente dans son budget sont totalement fantaisistes. Ils dénotent l'incompétence crasse du ministre.

À la lumière de ce qui se passe en ce moment en Europe et au Japon, je me demande si le ministre des Finances, à moins qu'il ne rêve en technicolor, peut nous dire comment il prévoit abaisser les taux d'intérêt à une moyenne de 11 p. 100 en 1990 alors qu'aujourd'hui même, ils commencent à plus de 13 p. 100?

Peut-il expliquer cela à la Chambre? S'il ne le peut pas, peut-il admettre qu'il se trompe, que le déficit sera supérieur à 30 milliards de dollars, que les taux d'intérêt seront bien supérieurs à 11 p. 100, que le taux de chômage sera bien au-dessus de ce qu'il prévoit et le rythme de croissance bien en-deçà?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Madame la Présidente, le député a déclaré que mes projections de l'an dernier étaient erronées. Je me permets de lui rappeler que nous avons prévu des taux d'intérêt de 12 p. 100 pour l'année financière 1989-1990. Ils seront de 12,2 p. 100, soit seulement deux dixièmes de point d'écart par rapport à notre prévision qui n'était donc pas si mauvaise.

Le député affirme que nos projections sont fantaisistes. Nous prévoyons des taux d'intérêt de 11,1 p. 100. Le secteur privé prévoit 11 p. 100. Je ne vois pas ce qu'il y a de fantaisiste dans nos prévisions, compte tenu de celles du secteur privé lui-même.

Le député demande comment nous nous y prendrons pour abaisser les taux d'intérêt. Je lui ai dit souvent comment nous ferions. Nous travaillerons d'arrache-pied pour juguler l'inflation, ce qui nous permettra d'abaisser